

# Les défis de la modernisation des agricultures familiales

## AGRICULTURE

Les Nations unies ont décrété 2014 Année des agricultures familiales. Elles représentent 90 % des exploitations à travers le monde. Les enjeux

JACQUES RIPOCHE

j.ripoche@sudouest.fr

Le socio-économiste lot-et-garonnais Jean-Michel Sourisseau a coordonné «Agricultures familiales et monde à venir» (1), ouvrage collectif des chercheurs du Cirad (recherche agronomique pour le développement), présenté au Salon de l'agriculture. Il décrit les défis considérables auxquels sont confrontées les agricultures du Sud. Entretien.

« Sud Ouest Dimanche ».

Qu'entend-on par « agricultures familiales » ?

**Jean-Michel Sourisseau.** Pour la FAO, le terme « agricultures familiales » recouvre des formes d'agriculture où l'on a recours au travail familial plutôt qu'au travail salarié, où il n'existe pas de distanciation entre la sphère domestique et la sphère de la production. Une firme peut faire faillite, une famille non. Les gens peuvent travailler plus avec une rémunération moindre pendant les périodes de difficultés et, inversement, redéployer leur force de travail quand tout va bien. Cette souplesse n'est possible qu'avec une conjonction entre famille et exploitation.

Que représentent-elles ?

Plus de 90 % des 500 millions d'exploitations agricoles qui existent à travers le monde. La grande masse se concentre dans les pays du Sud, en Asie (78 %, dont la Chine 38 % et l'Inde 20 %) et en Afrique subsaharienne (15 %). À l'inverse, l'agriculture de firme ou patronale, avec des salariés, est surtout le fait des pays de l'OCDE (Europe, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande...). Dans ces pays, la part de la population active qui travaille dans l'agriculture est très faible (France, environ 3 %). Par contre, au Mali, on est à 80 %, en Inde à 60 %...

Quels défis ont-elles à relever ?

Dans les pays du Sud, où la masse de la population agricole est considérable, se pose la question de la modernisation, ne serait-ce que pour répondre aux objectifs d'autosuffisance alimentaire. Or la modernisation à outrance de l'agriculture viderait les campagnes. C'est ce que l'on observe à chaque fois : la modernisation a pour effet de diminuer le nombre des agriculteurs. Cela a pu se faire, en son temps, dans des pays comme la France, parce qu'il existait un secteur secondaire en expansion qui permettait d'absorber les gens qui sortaient de l'agriculture.

Et ce n'est pas le cas dans les pays du Sud ?

En Afrique subsaharienne, en Inde, ce type de mouvement n'est pas forcément reproductible aujourd'hui. D'autant que la situation démographique mondiale, les conditions de mobilité internationales ne sont plus celles que l'on a connues. En

clair, on a des doutes sur la capacité du monde urbain et des autres secteurs de production, dans les pays à forte masse d'agriculteurs, à pouvoir les absorber. Les chiffres sont impressionnants : 330 millions de jeunes Africains et 570 millions de jeunes en Asie du Sud vont arriver sur le marché du travail d'ici à 2025 ! C'est déjà plus que ce que l'économie de ces pays-là a pu fournir en emplois. Si on rajoute un déséquilibre sectoriel, on se retrouve face à des défis difficilement relevables.

Pourquoi défendre les agricultures familiales ?

C'est d'abord défendre une agriculture qui emploie plus de personnes que les formes industrielles et qui valorise mieux la surface disponible. Ce n'est pas du tout antinomique avec une modernisation. Simplement, ça veut dire qu'il faut essayer de penser des modèles techniques performants en continuant à employer beaucoup de gens. Au-delà de relever le défi de l'emploi et de nourrir les populations, il s'agit aussi de dégager des modèles agricoles qui soient respectueux de l'environnement, qui participent beaucoup plus à l'aménagement du territoire, en gardant les populations sur place.

« 330 millions de jeunes Africains, 570 millions de jeunes Asiatiques vont arriver sur le marché du travail d'ici à 2025 »

C'est possible ? Comment ?

Les économistes annoncent la fin des agricultures familiales depuis la révolution industrielle ! Pourtant, elles restent un phénomène massif. Mais la financiarisation pèse sur elles beaucoup plus que par le passé. Les grands opérateurs de la finance commencent à s'intéresser à la production agricole, avec les risques d'industrialisation liée à l'accaparement de terres que cela suppose. Mais, pour assurer une transition des agricultures familiales vers des modèles techniques agroécologiques modernes qui combinent emploi, performance et respect de l'environnement, il faudra des soutiens publics assez forts.

C'est en bonne voie ?

Pour l'instant, la tendance va plutôt dans le sens de déléguer la politique agricole à des capitaux étrangers. L'un des effets espérés, sinon attendus, de « 2014, année des agricultures familiales » est, particulièrement dans les pays du Sud, que l'on remette l'agriculture au centre des stratégies de développement.

(1) « Agricultures familiales et monde à venir », éd. Quæ, 360 p., 26 €.



Le Béninois Matchou Djodi Gatta, Thierry Guérin, directeur des Cuma de Dordogne, et le socio-économiste Jean-Michel Sourisseau en discussion au Salon de l'agriculture. PH. THIERRY SUIRE

## « Clé du tracteur, clé de l'école ! »

**BÉNIN** L'accès à la mécanisation libère les enfants des travaux agricoles. Matchou Djodi Gatta témoigne

Matchou Djodi Gatta est le président de l'Union nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Bénin. Il préside également, chez lui, dans l'est du pays, une petite coopérative locale qui regroupe sept familles. Sur une centaine d'hectares, elles cultivent maïs, coton, soja, igname, manioc, et pratiquent un peu d'élevage. En tout et pour tout, ces sept familles disposent collectivement d'un tracteur, une charrue, une remorque...

Ce matériel - d'occasion - a été acquis il n'y a pas si longtemps. « Acheté à petit prix certes, mais bien acheté. Nous y tenons. Nous ne demandons pas la charité mais de l'aide au développement », explique Matchou Djodi Gatta. L'accession à la mécanisation, même modeste, avait donné lieu dans son village à une intense réflexion.

« Nous pratiquons jusque-là

une agriculture manuelle, l'homme tirant la houe, ou avec l'aide de bœufs. Mais, dans les deux cas, les travaux agricoles mobilisaient toute la famille, y compris les enfants qui n'allaient plus à l'école. On s'est dit : que faut-il faire pour qu'ils puissent y retourner ? » Il existe bien dans le pays ce qu'il appelle des « prestataires », sortes d'entreprises de travaux agricoles, mais aux coûts exorbitants pour la petite communauté. Au final, c'est donc le choix d'investir dans un tracteur et ses indispensables compléments qui fournira la clé de la porte de l'école.

**Faire sauter les verrous**

Au-delà de l'éducation, la mécanisation « partagée, raisonnée, maîtrisée, est aussi le moyen de favoriser l'accès à l'autosuffisance alimentaire et de lutter contre l'accaparement des terres », estime Thierry Guérin. Directeur des Cuma de Dordogne, président de la coopérative agricole Grasasa, il œuvre au Bénin depuis plus de vingt ans, et Matchou est devenu son ami.

« On essaie de faire sauter les verrous en structurant les exploi-

tations. Il y en a deux qui sont déterminants. D'abord, il faut préparer les sols avant que les pluies ne reviennent. Le pas de temps est court, une dizaine de jours. Or un homme, à la houe, met de huit à dix jours pour labourer 1 hectare, alors qu'un petit tracteur laboure 4 hectares par jour. Ensuite, il faut s'assurer du transport de la récolte pour la mettre en lieu sûr. C'est là qu'intervient la remorque. »

Le travail des Cuma au Bénin commence à porter ses fruits : « Des gens viennent du Mali et du Burkina pour s'informer sur notre expérience », se félicite Matchou Djodi Gatta. Il se montre assez optimiste : « La proportion des terres cultivées en Afrique de l'Ouest est faible, il y a donc du potentiel. »

Le doublement annoncé de la population, à l'horizon 2050, ne lui fait pas peur non plus : « Ce ne sera pas un souci si les paysans savent s'organiser pour stocker. » En revanche, il est absolument convaincu que l'avenir de l'agriculture familiale passe par la modernisation : « Sinon on va se faire manger par l'agrobusiness ! »

J. R.